



LA VIE OUVRIÈRE

Contre Jouhaux et contre Monmousseau :

Faisons le point sur l'UNITÉ SYNDICALE

Depuis le mois de juin, la direction stalinienne de la C. G. T. U. est revenue, dans la forme, à une position unitaire. Cependant les dirigeants de la C. G. T. peuvent se permettre à quatre reprises, de rejeter catégoriquement les propositions stalinienne pour un congrès de fusion des deux centrales syndicales. Frachon et Monmousseau polémiquent, s'évertuent à ébranler la masse des ouvriers confédérés. Heureusement que l'O. S. R. se développe et travaille au sein des organisations réformistes !

Cette situation de faits traduit exactement la faillite de la politique stalinienne. Les tournants à 100 %, opérés en 24 heures, ont désorienté la masse ouvrière organisée et inorganisée. Pour la première fois se trouve dans la C. G. T., les communistes orthodoxes n'apparaissent pas comme capables de les conduire à la victoire. L'influence de la C. G. T. U. ne peut, par conséquent, être suffisante pour que le courant en faveur d'un Congrès de fusion, soit assez puissant pour l'imposer aux Jouhaux, Belin, et consorts. Alors, que faire ?

Tous les ouvriers sont d'accord pour constater qu'il n'y a pas de temps à perdre, il faut aller vite. A cela, que dit la direction bureaucratique de la C. G. T. U. « Constituez des syndicats uniques ! » alors que d'un autre côté, elle est contrainte à déclarer que les ouvriers qui sont dans les « syndicats uniques » (en particulier, les cheminots), s'insubordonnent pas comme capables de les conduire à la victoire. L'influence de la C. G. T. U. ne peut, par conséquent, être suffisante pour que le courant en faveur d'un Congrès de fusion, soit assez puissant pour l'imposer aux Jouhaux, Belin, et consorts. Alors, que faire ?

Les syndicats-dits uniques, ne peuvent donc être le moyen de réaliser l'unité. Et le temps presse. Aussi camarades unitaires vous devez comprendre que les déclarations des Frachon et autres ne peuvent atteindre leur but. Camarades unitaires pour réaliser l'unité syndicale, vous devez, maintenant, imposer à votre direction, la rentrée en bloc dans la C. G. T.

« Nous, rentrer dans la C. G. T. ? Tu n'y penses pas. Nous voulons une C.G.T. nouvelle, unifiée : les deux centrales doivent se fondre en une seule. Est-ce que nous, nous demandons à la C. G. T. de rentrer dans la C. G. T. U. Alors ? »

L'argument paraît fort. Mais, dites-moi, camarades unitaires, vous êtes des révolutionnaires et non des agitateurs « en chambre ». Vous vous rendez compte que la direction cégétiste au service des Marquet, Déat et leur suite, ne veut absolument pas de l'unité et que, si celle-ci ne se réalise pas, l'issue de la lutte future est compromise.

Ainsi vous préférez rester seuls dans votre organisation syndicale et laisser cette clique Jouhaussiste, jouer son rôle infâme ? Evidemment, il est facile de déclarer après une défaite « C'est nous qui avions raison, c'est eux qui ont trahi ».

Ne sentez-vous pas tout le criminel d'une telle déclaration pour des révolutionnaires ? Et cette explication facile d'une défaite, ne vous rappelle rien ? Voyons, après la victoire d'Hüller, souvenez-vous ce qu'il a pu écrire un nommé Heckert !

Vous ne tenez pas à renouveler une si tragique expérience ? Non. Et bien, imposez la rentrée en bloc dans la C. G. T.

Les deux centrales tiennent leurs comités nationaux respectifs, les 5 et 6 octobre prochain. Celui de la C. G. T. sans aucun doute, va confirmer les décisions de la C. A. Peut-être acceptera-t-il, dans le meilleur des cas, une délégation unitaire. Et puis après ? La situation sera la même qu'aujourd'hui. Vous voyez bien qu'il faut en finir avec cette instabilité

qui décourage les ouvriers. Le danger du scepticisme est imminent.

Mais l'unité syndicale réalisée ne résoud pas en elle-même le problème actuel de la lutte. Ce doit être une arme puissante de combat. Sa réalisation ne peut se séparer de la lutte elle-même.

Dans la forme, sur ce point, les déclarations de la C. G. T. U. sont exactes.

Pourquoi dans la forme seulement ? Que lit-on dans le programme d'action de la C. E. unitaire ?

« Abrogation des décrets-lois, retrait des sanctions prises contre les fonctionnaires et réintégration des révoqués ». D'accord. Mais comment ?

Par des meetings, des manifestations, « par la grève si c'est nécessaire » pour contraindre le parlement à voter cette abrogation, dit la direction de la C. G. T. U.

Et vraiment, camarades syndiqués ou non, vous jugez cette action suffisante ?

Mais l'expérience des luttes d'avril répond : Non. C'est une action tout juste suffisante à jeter en proie à la répression gouvernementale les meilleurs parmi nous comme en avril.

Ainsi, comme à l'habitude, la direction stalinienne se plaît dans son agitation démagogique qui consiste à exploiter le plus possible, à tort et à travers, tous les mouvements de révolte ouvrière. Ces « méthodes » ne peuvent qu'à nouveau, désorienter les masses, leur faire perdre confiance en elles.

Nous n'avons qu'un seul moyen d'imposer l'abrogation des décrets-lois, de renverser le gouvernement Doumergue, Tardieu, Marquet, de faire progresser les masses dans la voie révolutionnaire, c'est la grève générale illimitée.

Camarades unitaires, confédérés, autonomes, c'est à vous d'imposer, par votre action dans vos organisations, la seule perspective juste, qu'exige la situation.

Tous pour l'unité syndicale immédiate !

Tous pour la grève générale !

BOITEL.

Pas de syndicat sans un abonnement à La Vérité. Militants syndicalistes ! Faites souscrire à votre bureau de syndicat un abonnement à La Vérité.

AU CONSEIL NATIONAL DES P.T.T.

Le « Peuple » fait à sa guise les comptes rendus des congrès syndicaux, non seulement en ce qui concerne les assises des P.T.T. il passe sous silence les attaques de nombreux délégués contre l'inertie de la direction confédérale sur l'unité syndicale, mais encore il dénigre l'intervention d'un délégué, Bardin. Pour aujourd'hui nous reproduisons la résolution proposée par Bardin :

Le Conseil National du Syndicat des Agents des P.T.T. réunit le 9 septembre 1934,

Après un examen du développement possible de la situation économique et de la situation politique actuelles,

devant la perspective d'une nouvelle politique brutale de déflation et la nécessité pour les capitalistes, pour réaliser à nouveau cette politique, de faire appel à un gouvernement encore plus autoritaire,

déclare : qu'en face d'une menace aussi précise, la classe ouvrière, riche de l'expérience de février, doit prendre l'initiative de la lutte pour le renversement du gouvernement Doumergue, l'abrogation des décrets-lois et la réintégration de tous les sanctionnés,

mandate : le bureau syndical et les délégués à la C.E. fédérale :

1°) pour accélérer la réalisation de l'unité syndicale par le congrès de fusion ; nécessité impérieuse et arme indispensable aux luttes ouvrières ;

2°) pour entreprendre et préconiser des manifestations d'action nécessaires (entre autres meetings, manifestations, etc...) à préparer, pour atteindre les objectifs actuels de la lutte, la réalisation du seul moyen en notre pouvoir : la grève générale ;

décide : Une campagne en faveur de la création de milices ouvrières antifascistes du peuple, seules formations de combat capables de soutenir l'action des travailleurs contre les briseurs de grève et les bandes armées de la réaction.

Ont voté pour : 1 voix, contre 25 voix, abstentions 15.

Dans notre prochain numéro, nous reviendrons sur les débats caractéristiques de cette résolution.

Chronique des boîtes et des coins

Grève à la S.E.C.M. — Au Central Télégraphique — A la porte, Barthélemy ! (Puteaux) — Tableau de manifestation de Front Unique à Suresnes «Manifestation» à Versailles — Dans les 3^e et 4^e — Comité d'Action à Asnières Meeting pour les soldats bulgares

Grève à la S.E.C.M.

A la suite d'un renvoi brutal, les ouvriers de la S.E.C.M., usine d'aviation de guerre à Colombes, ont débrayé. Le lendemain l'usine était fermée. Après 3 jours de lock-out, le 4 septembre les portes étaient ouvertes, tous reprirent le travail sans que le camarade renvoyé fût réintégré. Celui-ci d'ailleurs avait voté la reprise du travail.

Tel est le fait. Cela prouve que le mécontentement croissant, dû à des conditions de vie trop dures, n'est pas utilisé avec efficacité. Ce mouvement prompt est l'indice d'une solidarité effective, mais ce n'est pas suffisant pour vaincre. Il faut pour ne pas aller à l'échec avoir des buts précis : revendications en commun d'un cahier de revendications : salaires, conditions de travail, etc.) et savoir profiter d'un incident tel qu'un renvoi pour déclencher un mouvement qui doit être mené jusqu'à la victoire.

La répression patronale que nous subissons se faisant plus violente, il faut augmenter notre capacité de résistance dans une organisation syndicale puissante prête à l'action (lutte pour l'unité syndicale). Ne démoralisons pas nos camarades par des luttes perdues d'avance et préparons nous aux combats de classe prochains.

Métallus d'Argenteuil

La section syndicale unitaire des métallos d'Argenteuil lance le mot d'ordre de constitution d'un syndicat unique.

Ce mot d'ordre ne rencontre pas un enthousiasme bien grand chez les métallos malgré les articles du Proletaire.

Nombreux sont les camarades qui sentent confusément que le syndicat unique n'est pas une progression vers l'unité syndicale, celle-ci sera réalisée plus rapidement et avec plus de clarté par une lutte constante dans nos sections syndicales respectives.

Un aspect de la lutte de classes au Central télégraphique

Le premier, le Central a cessé le travail pour protester contre les diminutions de traitement (décrets-lois).

Une volonté farouche de lutte se traduit par plusieurs mouvements des organisations syndicales ne donnant aucun mot d'ordre d'action. Pendant une semaine, le Central lutta courageusement, mais seul.

L'absence prolongée d'un mouvement général et la division des forces syndicales renforcent la répression : elle fut brutale. Grâce aussi à un mécanisme de mouchardage parfaitement au point, les meilleurs militants furent chassés du Central : révoqués ou déplacés et envoyés à la poste. Pour remédier au manque d'effectifs causé par ces nombreux départs ainsi que par la mise à la retraite de agents atteints par la limite d'âge, la direction, entendant « réorganiser » le travail, instaure un service mixte à deux vacations et supprime la brigade aux jeunes agents et employés.

Ainsi qu'il était à prévoir, ce bouleversement ne réussit point à combler les vides. C'est alors que les chefs décidèrent d'envoyer les auxiliaires honnêtes pour la majeure partie des agents sans augmentation de salaire.

Devant la répression administrative, les syndicats ne réagissent plus ou réagissent très faiblement.

De part et d'autre, les militants les plus dévoués et les plus courageux ont été chassés. Les sections locales (à l'exception de celle du Syndicat général des employés, C.G.T.) sont imparfaitement constituées, et de ce fait, l'action de ces organisations est infime et vouée infailliblement à l'échec. Il en résulte un manque de confiance du personnel à l'égard des syndicats.

Et ce malaise s'accroît au fur et à mesure que les événements démontrent l'inefficacité des efforts accomplis par les groupements chargés de défendre les intérêts des travailleurs.

Le seul remède pouvant être envisagé serait la fusion de toutes les sections du Central et la constitution d'une section locale unique, afin de grouper tous les éléments en un seul bloc, capable de prendre une initiative hardie et saine pour lutter contre la répression gouvernementale et les brimades administratives.

Agents et employés, confédérés, unitaires ou autonomes, il faut imposer à nos directions respectives la fusion, de la base au sommet, de nos organisations syndicales, seul moyen de réaliser la section syndicale unique à Paris-Central.

PUTEAUX

A la porte, Barthélemy !

L'unité d'action n'est pas en honneur dans la section socialiste de Puteaux, et la conclusion du pacte n'a rien changé à cette situation.

Lors d'une réunion de la section où cette question était à l'ordre du jour, un militant de « la Bataille Socialiste » fut frappé et injurié par un conseiller municipal parce qu'il défendait la position de la Fédération de la Seine. Les Jeunes Socialistes ayant décidé un meeting commun avec les Jeunes Communistes, le citoyen Barthélemy, député-maire, qui déschore particulièrement le nom du socialisme, fit recouvrir les affiches par un placard annonçant contre toute vérité que le meeting n'aurait pas lieu. Et pour comble, ce placard était signé « le groupe des J.S. de Puteaux ». Ce qui constituait un faux ! Malgré cela, le meeting commun des Jeunes se déroula sans incident.

Deux militants de la gauche socialiste, employés à la mairie de Puteaux, ont récemment perdu leur emploi pour avoir milité en faveur de l'unité d'action.

D'autres militants de la « Bataille Socialiste » sont menacés d'exclusion prochaine par le citoyen Barthélemy et les autres réactionnaires canotiers qui ont la majorité dans la section de Puteaux. La Fédération de la Seine laissera-t-elle encore longtemps la section socialiste de Puteaux, ville ouvrière, aux mains des pires ennemis du socialisme ?

TABLEAUX DE MANIFESTATIONS

Le front unique à Suresnes

Le Comité de coordination de Suresnes, né du Pacte d'Unité d'Action entre le P.S. et le P.C., avait appelé les travailleurs de la localité à manifester contre les manœuvres aériennes lundi soir 28 août. La manifestation étant interdite sur la place du Marché, par la Préfecture, les organisateurs fixèrent le Square de la Mairie comme lieu de rassemblement. Malgré la pluie, 800 travailleurs environ avaient répondu à l'appel.

Dans le square, un gros bonnet de l'endroit tenta de prouver aux manifestants que leur but était atteint puisqu'ils s'étaient rassemblés, et qu'ils n'avaient plus qu'à se disperser et à se mettre à l'abri de la pluie. Les camarades ne l'entendaient pas de cette oreille et protestèrent énergiquement.

Finalement, après de longs colloques entre les responsables du P.S., du P.C. et le commissaire de police, un cortège se forma et, escorté par une troupe de filles, débuta en chantant dans les rues, en direction des Cités-Jardins, où une salle devait être mise, paraît-il, à la disposition des manifestants.

Mais dès que le cortège déboucha sur le Boulevard de Versailles, loin des rues ouvrières, le commissaire exigea le silence complet jusqu'à l'arrivée à la salle. Etant donné le rapport des forces, les camarades du P.S. et du P.C. qui dirigeaient le cortège se virent obligés d'interdire aux camarades d'élever les mots d'ordre et de chanter les hymnes révolutionnaires.

Cela ne se passa pas tout seul. Plus d'une fois, il fut passé outre à cette recommandation, et plus d'une fois l'escorte des filles fit mine de se rapprocher du cortège avec des intentions hostiles.

Beaucoup de jeunes étaient très mécontents et disaient qu'on les avait appelés à une manifestation, mais « pas à une marche funèbre ». Aux Cités, la salle était fermée. Aucun meeting possible. Dislocation sur la Place des Fêtes. C'est seulement à ce moment que les travailleurs se rattrapèrent de leur silence relatif précédent.

Avant la dislocation, le responsable du P.S. avait rappelé le but de la manifestation, lancé le mot d'ordre de sabotage des manœuvres en cas d'appel à la population civile, et indiqué que les organisateurs de la manifestation n'avaient pas pu faire tout ce qu'il avaient projeté. Le camarade du P.C. avait lancé ces mêmes mots d'ordre, mais avait pensé bien faire en saluant cette « puissante » manifestation.

Il est inutile de « bluffer ». On n'a pas le droit de dire à des ouvriers auxquels on a interdit de chanter sous peine d'assommade, qu'ils viennent de participer à une « puissante » manifestation. On doit leur dire franchement que si cela a été possible, c'est qu'ils n'étaient pas les plus forts.

Par un autre aspect, les camarades du P.S. ne non en paroles, les organes de défense ouvrière.

« Manifestation » à Versailles

Convoqués « secrètement » sur la Place d'Armes, la plupart des camarades ne sont pas encore avertis que des affiches municipales l'interdisent.

Les Socialistes abandonnent la direction des opérations aux Staliniens. Ceux-ci (tout le mois précédent ont protesté contre une manifestation organisée spontanément à la suite d'un meeting commun et contre le port d'uniforme parce que les files étaient arrivés un peu plus tôt il y aurait eu du « désordre » se montrant incapables. Ils sont deux responsables qui manœuvrent en sens opposé.

Devant le mécontentement des ouvriers présents, ils décident de transporter le meeting à la Bourse du Travail.

Mais les camarades ne sont pas satisfaits, ils sont venus là pour agir et manifester et non pour entendre des discours.

Nos « riches en gueule mais pauvres en actes » s'en aperçoivent rapidement. A peine 250 camarades les suivent. Après des discours — dont pas un seul ne sort de la légalité — ils décident une manifestation devant la Mairie où on ira par petits groupes en criant : « A bas les files ». Singulier mot d'ordre, fausse tactique pour faire 150 mètres. Le résultat en est que les camarades qui n'y prennent garde sont matraqués, brutalement dispersés.

Voilà le résultat de cette soirée d'« unité d'action ». Mécontentement des camarades envers ceux qui les dirigent encore ; je dis encore, car notre mot d'ordre de Milice Ouvrière Commune a été favorablement accueilli par de nombreux camarades et suis persuadé que nous obtiendrons bientôt de bons résultats. Il y a déjà ici dans les diverses organisations des camarades qui ont compris que pour en sortir il fallait se débarrasser des bureaucraties et revenir au Léninisme.

Dans les 3^e et le 4^e

Les jeunes communistes du 3^e et du 4^e, la LICA, Amsterdam-Pleyel, et d'autres groupes se sont décidés à faire partie du comité d'alliance groupant entre autres les J.S. et les J.L., à condition d'en réviser les bases en commun.

Malgré tous nos efforts on a été toute vie propre au comité, en faisant de lui un appendice, étroitement subordonné au P.C. et au P.S. : refus de tenir des meetings, de tirer un tract contre les manœuvres aériennes, d'organiser une jeune garde antifasciste. Chaque fois nos propositions malgré l'appui des J.S. sont repoussées. Espérons que les événements forceront les camarades à comprendre le rôle propre du comité au sein des masses ouvrières.

Mais pour masquer ce sabotage de l'unité d'action, les bergeristes de Front Commun donnent le signal d'une provocation contre notre organisation. Ils incitent à ne pas signer le pacte avant plus ample information sur les J.L. ! Pourquoi étant si peu nombreux êtes-vous partout ? Où prenez-vous l'argent ? » ose demander le représentant du Front Commun de Bergery — Patenôtre ! — Et c'est les accusations policières habituelles !

Nous exigeons que soit réunie immédiatement une commission de contrôle composée de délégués des principales organisations, qui jugera les comptes et l'attitude des divers groupements et exclura les calomnieux sans scrupules.

Camo

Meeting

pour les soldats bulgares

Pour protester contre la menace pesant sur les héroïques soldats bulgares, un meeting commun eut lieu à la Mutualité.

Pieux meeting, la seule proposition d'unité syndicale par la rentrée dans la C.G.T., faite par un J.S., souleva une bordée d'injure. Le président radical avait pu libéralement parler contre la dictature du prolétariat.

Comité d'action à Asnières

Le comité local d'unité d'action qui avait été formé en l'absence de la 2^e réunion a décidé de se mettre en vacances durant le mois d'août. Depuis déjà deux mois les réunions prenaient un caractère de désordre. Par deux fois nos délégués sont repartis sans assister à la réunion trop tardive, quand un lundi soir, jour habituel des réunions, le café-ter nous apprit que le comité était en vacances. Les camarades de la section socialiste n'en étaient même pas prévenus.

Camarades socialistes et communistes d'Asnières, vous concevez bien mal les tâches des comités d'alliance et vous comprenez bien peu quel doit être votre rôle d'avant-garde organisée. Nous, jeunes léninistes, blâmons cette attitude des deux grands partis qui abandonnent les ouvriers asniérois dans une telle période d'effervescence politique et font défaut au moment de réagir contre les manœuvres aériennes et autres du gouvernement de « trêve ».

Maurin

LE COIN DES JEUNES

Depuis environ deux mois, la Jeunesse Léniniste discute passionnément des problèmes brûlants d'actualité, en premier lieu celui de la Jeunesse Révolutionnaire Unique et de l'adhésion à la Jeunesse Socialiste. La nécessité de prendre une décision dans un bref délai ne nous permet pas, vu nos difficultés financières, de réunir une Conférence Nationale. Nous avons procédé à une Consultation Nationale.

Mardi 28 et Jeudi 30 août s'est tenue la conférence de la Région Parisienne représentée par les 24 délégués des cellules, avec le C.C. et le C.R. Par 65 mandats contre 19 et 2 abstentions, l'organisation s'est prononcée pour la résolution présentée par le C. C.

Les délégués de la minorité parisienne affirment leur intention de ne pas briser la discipline. Nous espérons que la plupart des « minoritaires » lutteront avec nous.

Le C.C. des J.L.

LISEZ

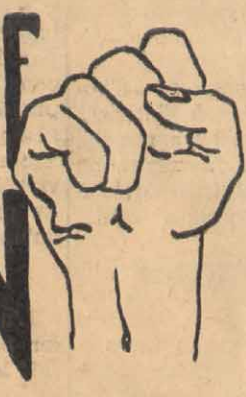
LE COMBAT DES JEUNES

Sommaire :

Déclaration.
A tous les jeunes travailleurs.
Résolution votée par la J. L.
Pour quoi luttent les Jeunes Léninistes ?
Les leçons de Liège.
Bravo J. G. S., Bravo J. C. belges.
A travers le monde.
Quelques mois de combat de la Jeunesse Léniniste.
Les Jeunes dans les syndicats.
Pas d'union sacrée, etc., etc...

LISEZ NOTRE BROCHURE

PROGRAMME D'ACTION



ÉDITION

DES « AMIS DE LA VÉRITÉ »

8, Rue LEGOUVÉ PARIS (X^e)

PRIX : 1 fr.

C. C. P. P. Frank 1368-55 Paris